

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE DE LA REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE SCP327.03

Convention collective de travail du 9 juin 2020 relative à l'octroi d'un complément aux allocations de chômage temporaire « coronavirus » ainsi qu'aux indemnités de mutuelle

Chapitre 1 : champ d'application

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique exclusivement aux employeurs et aux travailleurs des entreprises de travail adapté (ETA) subsidiées par la Région wallonne, et ressortissant à la SCP 327.03, à l'exception des entreprises de travail adapté situées en Communauté germanophone.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Chapitre 2 : objet de la convention

Article 2

Cette convention collective de travail (CCT) est conclue dans le contexte de la crise sanitaire liée au coronavirus dans le but de pallier l'urgence sociale pour les travailleurs impactés financièrement. Les compléments aux allocations et indemnités déterminés ci-après selon le statut fiscal du travailleur visent à rapprocher autant que possible son revenu net globalement perçu du salaire net perdu suite à la crise sanitaire.

Article 3 – Complément aux allocations de chômage temporaire « coronavirus »

Au cours de la période du 15 mars au 30 juin 2020, tous les travailleurs, mis en chômage temporaire force majeure et économique « coronavirus » se voient accorder, par jour chômé, une indemnité journalière complémentaire forfaitaire versée par l'employeur afin de compenser la perte des revenus du travail.

Les montants bruts de ces indemnités sont fixés comme suit :

Périodes	Travailleurs isolés sans enfant occupés à temps plein	Travailleurs mariés et cohabitants avec deux revenus occupés à temps plein	Autres travailleurs occupés à temps plein
15 mars au 30 avril 2020	16,38 € bruts/jour chômé	20,48 € bruts/jour chômé	20,48 € bruts/jour chômé
1 ^{er} mai au 30 juin 2020	9,41 € bruts/jour chômé	9,41 € bruts/jour chômé	12,94 € bruts/jour chômé

Les montants de l'indemnité seront proratisés en fonction du régime de travail des travailleurs à temps partiel.

Conformément aux instructions de l'ONSS, ce mécanisme d'octroi d'une indemnité complémentaire ne peut avoir pour conséquence d'octroyer aux travailleurs un revenu de remplacement net supérieur au salaire net qu'ils perçoivent lorsqu'ils travaillent effectivement.

Si les compléments octroyés s'avèrent trop élevés, l'employeur effectuera une compensation en diminuant les compléments.

Pour déterminer le revenu de remplacement, il est tenu compte des allocations de chômage temporaire, du complément aux allocations de chômage de l'Onem de 5,63 € brut par jour de chômage temporaire « coronavirus », du complément aux allocations de chômage sectoriel de 3 € brut par jour chômé visé par la CCT du 3 octobre 2012 concernant le chômage temporaire dans les entreprises de travail adapté subsidiées par la région wallonne ainsi que du complément aux allocations de chômage temporaire « coronavirus » prévu par la présente CCT.

Se voyant appliquer les mesures prévues par la loi du 4 mai 2020 modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage en ce qui concerne les allocations de chômage temporaire pour les travailleurs des ETA, les travailleurs occupés en dehors du circuit « normal » de travail dans une ETA, remis progressivement et partiellement au travail moyennant accord du médecin de la mutuelle (les « *mi-temps médicaux - groupe cible* »), ne bénéficient pas de ce complément aux allocations de chômage temporaire « coronavirus ».

Article 4 – Complément aux indemnités de mutuelle

Afin de compenser la perte des revenus du travail, une indemnité journalière forfaitaire complémentaire aux indemnités de mutuelle est accordée aux travailleurs qui :

- soit, avant le début de la période de chômage temporaire « coronavirus », sont déjà en incapacité de travail depuis moins d'un mois et sont indemnisés par du salaire garanti et qui, à partir du premier jour de la période de chômage temporaire, bénéficient d'indemnité de mutuelle ;
- soit, deviennent incapables de travailler durant une période de chômage temporaire « coronavirus » et qui, dès le premier jour d'incapacité de travail, bénéficient d'indemnité de mutuelle ;

L'indemnité complémentaire est versée au travailleur à dater du premier jour indemnisé par la mutuelle.

Le travailleur bénéficie de cette indemnité complémentaire pour chaque jour indemnisé par la mutuelle au cours de la période du 15 mars au 30 juin 2020, avec un maximum de 20 jours qu'ils soient indemnisés de manière consécutive ou non par la mutuelle.

Le montant brut de cette indemnité est fixé pour tous les travailleurs occupés à temps plein à 11,75 € brut/jour indemnisé.

Le montant de l'indemnité sera proratisé en fonction du régime de travail des travailleurs à temps partiel.

Conformément aux instructions de l'ONSS, ce mécanisme d'octroi d'une indemnité complémentaire ne peut avoir pour conséquence d'octroyer aux travailleurs un revenu de remplacement net supérieur au salaire net qu'ils perçoivent lorsqu'ils travaillent effectivement.

Si les compléments octroyés s'avèrent trop élevés, l'employeur effectuera une compensation en diminuant les compléments.

Pour déterminer le revenu de remplacement, il est tenu compte des indemnités de mutuelle ainsi que du complément aux indemnités de mutuelle prévu par la présente CCT.

Les travailleurs remis progressivement et partiellement au travail moyennant accord du médecin de la mutuelle (les « mi-temps médicaux ») ne bénéficient pas de cette indemnité complémentaire aux indemnités de mutuelle. Il en va de même des malades de longue durée.

Article 5

Les indemnités visées aux articles 3 et 4 de la présente CCT seront versées par l'employeur.

Elles seront versées selon les mêmes modalités et échéances que celles applicables au complément aux allocations de chômage sectoriel de 3 € brut par jour chômé visé par la CCT du 3 octobre 2012 concernant le chômage temporaire dans les entreprises de travail adapté subsidiées par la région wallonne.

Les indemnités dues pour la période du 15 mars 2020 au 31 mai 2020 seront soldées aux travailleurs dans les 10 jours calendrier suivant la signature de la présente CCT.

Article 6

Les indemnités visées aux articles 3 et 4 de la présente CCT seront prises en charge par l'employeur pour autant qu'il bénéficie du subside de « crise corona » pour les 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2020 prévu par l'Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap.

Dans le cas où cette mesure de subsides de « crise corona » ne se concrétisait pas, les indemnités seront prises en charge par le FSE ETAW.

Les organes de gestion compétents du FSE ETAW détermineront la procédure de remboursement de ces indemnités complémentaires aux allocations de chômage et indemnités de mutuelle.

Chapitre 4 : dispositions finales

Article 7

Les contestations relatives à l'application de la présente convention collective de travail peuvent être soumises au président de la Sous-Commission paritaire des entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone qui les soumet au bureau de conciliation de cet organe paritaire.

Article 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 15 mars 2020 et est conclue pour une durée déterminée. Elle prend fin, en tout état de cause, le 30 juin 2020.

Article 9

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN VAN HET WAALSE GEWEST EN VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP (PSC 327.03)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2020 betreffende de toekenning van een aanvulling bij de uitkeringen voor tijdelijke werkloosheid "coronavirus" en de ziekenfondsvergoedingen.

HOOFDSTUK 1: Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de beschutte werkplaatsen (BW) gesubsidieerd door het Waalse Gewest, en die ressorteren onder het PSC 327.03, met uitzondering van de beschutte werkplaatsen gevestigd in de Duitstalige Gemeenschap.

Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Hoofdstuk 2: Voorwerp van de overeenkomst

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst (CAO) wordt gesloten in de context van de gezondheidscrisis naar aanleiding van het coronavirus om tegemoet te komen aan de sociale nood voor de werknemers die financieel zijn getroffen. Het doel van de aanvullingen bij de hieronder vermelde uitkeringen en vergoedingen bepaald volgens het fiscaal statuut van de werknemer bestaat erin om het globaal ontvangen netto-inkomen zoveel mogelijk te doen overeenstemmen met het nettoloon dat hij verloren is door de gezondheidscrisis.

Artikel 3 – Aanvulling bij de uitkeringen voor tijdelijke werkloosheid "coronavirus"

In de periode van 15 maart tot 30 juni 2020, krijgen alle werknemers, die door overmacht en om economische redenen "coronavirus" tijdelijk werkloos waren, per dag werkloosheid, een forfaitaire dagelijkse aanvullende uitkering die wordt gestort door de werkgever om het verlies aan inkomsten door arbeid te compenseren.

De brutobedragen van deze uitkeringen worden als volgt bepaald:

Periodes	Alleenstaande werknemers zonder kinderen die voltijds werken	Gehuwde en samenwonende werknemers met twee inkomens die voltijds werken	Andere werknemers die voltijds werken
15 maart tot 30 april 2020	16,38€ bruto/dag werkloosheid	20,48€ bruto/dag werkloosheid	20,48€ bruto/dag werkloosheid
1 mei tot 30 juni 2020	9,41€bruto/dag werkloosheid	9,41€bruto/dag werkloosheid	12,94€ bruto/dag werkloosheid

De bedragen van de uitkering zullen in verhouding staan tot het arbeidsstelsel van de deeltijdse werknemers

Overeenkomstig de richtlijnen van de RSZ, mag dit mechanisme voor toekenning van een aanvullende vergoeding niet tot gevolg hebben de werknemers een netto vervangingsinkomen toe te kennen dat hoger is dan het nettoloon dat ze ontvangen wanneer ze daadwerkelijk werken.

Als blijkt dat de toegekende aanvullingen te hoog zijn, zal de werkgever dit compenseren door de aanvullingen te verminderen.

Om het vervangingsinkomen te bepalen, wordt rekening gehouden met de uitkeringen voor tijdelijke werkloosheid, de aanvulling bij de werkloosheidsuitkeringen van de RVA van 5,63€ bruto per dag tijdelijke werkloosheid "coronavirus", de sectorale aanvulling van de werkloosheidsuitkeringen van 3€ bruto per dag werkloosheid bedoeld door de CAO van 3 oktober 2012 betreffende de tijdelijke werkloosheid in de beschutte werkplaatsen die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest en de aanvulling bij de uitkeringen voor tijdelijke werkloosheid "coronavirus" waarin deze CAO voorziet.

Omdat de maatregelen bepaald door de wet van 4 mei 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering voor wat betreft de uitkeringen voor tijdelijke werkloosheid voor de werknemers van de "BW", de werknemers tewerkgesteld buiten het "normale" arbeidscircuit in een "BW", die geleidelijk en gedeeltelijk het werk hervatten met het akkoord van de geneesheer van het ziekenfonds (de «*halftijds medische - doelgroep*»), op hen van toepassing zijn, genieten zij deze aanvulling op de uitkeringen voor tijdelijke werkloosheid «coronavirus» niet.

Artikel 4 – Aanvulling bij de ziekenfondsvergoedingen

Om het verlies aan inkomsten uit arbeid te compenseren, wordt bovenop de vergoedingen van het ziekenfonds een dagelijkse forfaitaire vergoeding toegekend aan de werknemers die:

- of, voor aanvang van de periode van tijdelijke werkloosheid «coronavirus», reeds minstens een maand arbeidsongeschiktheid zijn en die het gewaarborgd loon genieten, en die, met ingang van de eerste dag van de periode van tijdelijke werkloosheid, een ziekenfondsvergoeding krijgen;
- of, arbeidsongeschikt worden tijdens een periode van tijdelijke werkloosheid "coronavirus" en die, vanaf de eerste dag arbeidsongeschiktheid een ziekenfondsvergoeding genieten;

De aanvullende vergoeding wordt aan de werknemer gestort met ingang van de eerste dag die door het ziekenfonds vergoed wordt.

De werknemer krijgt deze aanvullende vergoeding voor elke dag vergoed door het ziekenfonds in de periode van 15 maart tot 30 juni 2020, met een maximum van 20 dagen, ongeacht ze al dan niet opeenvolgend door het ziekenfonds vergoed worden.

Het brutobedrag van deze vergoeding is voor alle voltijds tewerkgestelde werknemers vastgesteld op 11,75€ bruto/vergoede dag.

Het bedrag van de vergoeding zal in verhouding staan tot het arbeidsstelsel van de deeltijdse werknemers.

Overeenkomstig de richtlijnen van de RSZ, mag dit mechanisme voor toekenning van een aanvullende vergoeding niet tot gevolg hebben de werknemers een netto vervangingsinkomen toe te kennen dat hoger is dan het nettoloon dat ze ontvangen wanneer ze daadwerkelijk werken.

Als blijkt dat de toegekende aanvullingen te hoog zijn, zal de werkgever dit compenseren door de aanvullingen te verminderen.

Om het vervangingsinkomen te bepalen, wordt rekening gehouden met de ziekenfondsvergoeding en met de aanvulling bij de ziekenfondsvergoedingen, waarin deze CAO voorziet.

De werknemers die geleidelijk en gedeeltelijk het werk hervatten met het akkoord van de geneesheer van het ziekenfonds (de "medisch halftijdse doelgroep" genieten deze aanvullende vergoeding op de ziekenfondsvergoedingen niet. Hetzelfde geldt voor de langdurig zieken.

Artikel 5

De vergoedingen bedoeld in artikel 3 en 4 van deze CAO, worden gestort door de werkgever.

Zij zullen gestort worden volgens dezelfde nadere regels en termijnen als die welke van toepassing zijn op de sectorale aanvulling op de werkloosheidsuitkeringen van 3€ bruto per dag werkloosheid bedoeld door de CAO van 3 oktober 2012 betreffende de tijdelijke werkloosheid in de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door het Waals Gewest.

De vergoedingen verschuldigd voor de periode van 15 maart 2020 tot 31 mei 2020 zullen aan de werknemers uitbetaald worden binnen de 10 kalenderdagen volgend op de ondertekening van deze CAO.

Artikel 6

De vergoedingen bedoeld in de artikelen 3 en 4 van deze CAO worden ten laste genomen door de werkgever, voor zover deze de subsidie "coronacrisis" ontvangt voor het 1ste en 2^{de} kwartaal 2020 zoals bepaald ^{door} het Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector.

Indien deze maatregel inzake subsidies in het kader van de "coronacrisis" niet concreet zou worden uitgevoerd, worden de uitkeringen betaald door het FBZ ETAW.

De bevoegde beheersorganen van het "FBZ ETAW" bepalen de terugbetalingsprocedure van deze aanvullende vergoedingen bij de werkloosheidsuitkeringen en de ziekenfondsvergoedingen.

Hoofdstuk 4: Slotbepalingen

Artikel 7

Alle betwistingen in verband met de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen worden voorgelegd aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap die ze zal voorleggen aan het verzoeningsbureau van dit paritair orgaan.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 15 maart 2020 en wordt gesloten voor bepaalde duur. Ze loopt in ieder geval ten einde op 30 juni 2020.

Artikel 9

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.